

CONVENTION DE MANDAT DE GESTION DES DEPENSES ET RECETTES LIEES A L'ORGANISATION DE LA WIND ENERGY SCIENCE CONFERENCE 2025 (WESC 2025)

ENTRE

ECOLE CENTRALE NANTES, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1 rue de la Noé, 44321 NANTES cedex 3, représenté par son directeur, Monsieur Jean-Baptiste AVRILLIER.

Ci-après désigné « ECN » ou « Le mandant »

ET

XXXXX

Ci-après désigné « Le mandataire »,

Individuellement ou collectivement désignés la « Partie » ou les « Parties ».

Vu la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises, notamment son article 40 ;

Vu le Code de la commande publique (l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique) ;

Vu le décret n° 2016-544 du 3 mai 2016 portant dispositions relatives aux conventions de mandat conclues par les établissements publics et les groupements d'intérêt public nationaux et les autorités publiques indépendantes avec des tiers ;

Vu l'avis conforme de l'agent comptable ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

L'Ecole Centrale Nantes organise dans le cadre de son activité de promotion de la recherche, la WIND ENERGY SCIENCE CONFERENCE 2025 (WESC 2025) du 25 au 27 juin 2025.

La société ayant son siège à est spécialisée dans l'organisation de conférences scientifiques.

L'évènement organisé à Nantes du 25 au 27 juin 2025 donne lieu à l'encaissement de recettes principalement issues des inscriptions des participants extérieurs à l'ECN.

Les dispositions de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 (article 40) et du décret n° 2016-544 du 3 mai 2016 autorisent les établissements publics à déléguer à des tiers, par convention de mandat, l'encaissement des recettes.

Afin de simplifier la gestion des opérations d'encaissement des frais d'inscription individuelle, l'ECN souhaite déléguer au mandataire le soin de collecter l'ensemble des recettes issues de la conférence WESC 2025, dans le cadre de la présente convention.

L'ECN souhaite également confier au mandataire la gestion financière des dépenses liées à la tenue de cette conférence.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Mandant donne au Mandataire, mandat pour encaisser l'ensemble des recettes issues du Congrès, et pour effectuer l'ensemble des dépenses générées dans le cadre de la conférence WESC 2025 organisée à Nantes du 25 au 27 juin 2025 (ci-après « la Conférence » ou « la prestation ») dont les conditions générales de participation figurent en annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 2 : ETENDUE DU MANDAT – MISSION DU MANDATAIRE

2.1 Etendu du mandat

Le Mandant donne mandat au Mandataire, qui l'accepte, pour :

- Gérer les inscriptions à l'événement, gérer les annulations éventuelles,
- Encaisser les recettes issues du congrès (droits d'inscriptions aux conférences, droits d'inscription au dîner de gala, inscription des accompagnants aux événements, prestations additionnelles, recettes issues du sponsoring),
- Rembourser le cas échéant les recettes trop perçues,
- Procéder le cas échéant au recouvrement forcé de ces droits d'inscription,
- Accorder le cas échéant aux débiteurs des délais de paiement, dans la limite de la durée du présent mandat,
- Régler les dépenses du congrès auprès des prestataires désignés explicitement par le Comité Local d'Organisation, dans la limite des devis présentés par le Mandataire et acceptés par le Mandant en amont des prestations.

2.2 Mission du Mandataire

La mission d'organisation confiée au Mandataire, dans le cadre de la présente convention, comprend :

1. Mission de conseil

1.1. Réunions préparatoires : sur site (Ecole Centrale) ou par visioconférence

1.2. Mise en œuvre des actions préconisées

1.3. Interface avec le centre de congrès et les prestataires

2. Mission de commissariat général en concertation avec l'ECN

2.1. Organisation logistique : dimensionnement des prestations en fonction des effectifs (pauses, repas, salles)

2.2. Coordination avec les prestataires (respect des prestations fournies et du timing)

2.3. Rétro planning

3. Promotion de la WESC 2025

3.1. Annonces par emailing relative à la gestion scientifique sur la base de contacts fournis par le comité scientifique

3.2. Edition de badges

3.3. Développement et hébergement du site internet d'inscription, de collecte de propositions de minis-symposia, de collecte de résumés, de reviewing et de supports de présentations orales

3.4. Développement d'une application smartphone

3.5. Attestation de participation

4. Envoi des documents de promotion, invitations, dossiers d'inscription
5. Gestion des inscriptions avec les relances nécessaires au complet recouvrement des sommes dues
6. Accueil des congressistes en lien avec l'ECN et secrétariat sur place
7. Les assurances Responsabilité Civile Organismes et assurance annulation
8. Le rapport final de la WESC 2025 et le bilan financier

ARTICLE 3 : ENTREE EN VIGUEUR ET ECHEANCE

La présente convention prend effet le jour de sa signature et prend fin 30 jours après la reddition des comptes de la Conférence, dans les conditions définies à l'article 6 de la présente Convention, et après la validation des comptes par le Mandant.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXERCICE DU MANDAT

4.1 Encaissement des recettes

Le mandataire, à l'occasion de la prestation, encaissera les droits d'inscription des participants dont le tarif est fixé conformément aux conditions générales de participation indiquées en annexe 3.

Le mandataire assure l'encaissement des droits d'inscription réglés le jour même du colloque, par carte bancaire ou espèces mais exclusivement en euros.

Le mandataire émet et envoie (ou remet) à chaque participant une facture acquittée à son entête et numérotée dans une série continue.

Lorsqu'il s'inscrit via un site internet, le participant renseigne l'identité et les coordonnées du payeur de la facture correspondant à son inscription. Les remboursements éventuels ne pourront être effectués qu'au profit de la personne physique ou morale mentionnée comme destinataire de la facture.

4.2 Modalités de gestion des droits d'inscription

A réception de la demande d'inscription, le mandataire en accuse réception en précisant que l'inscription définitive est subordonnée à la réception du paiement intégral des droits correspondants.

Après réception du paiement effectif de la totalité du montant des frais d'inscription (y compris les frais bancaires éventuels), le mandataire adresse par mail une confirmation d'inscription au participant, accompagnée d'une facture acquittée établie selon les modalités prévues à l'article 4.1.

La participation effective à la conférence est subordonnée au règlement du montant intégral des droits d'inscriptions. Il appartient au mandataire de vérifier que les participants se sont acquittés de ce montant intégral (frais bancaires inclus).

Tous les frais et/ou commissions bancaires afférents au virement des droits d'inscription à la Conférence sont à la charge du donneur d'ordre, en l'occurrence le participant. En tout état de cause, l'inscription de ce dernier ne sera effective qu'à la date d'encaissement de l'intégralité du montant des droits d'inscription.

Dans le cas où le paiement des droits d'inscription n'a pas été reçu par le mandataire à la date du jour précédant la Conférence, le participant ne pourra participer à cette Conférence qu'en produisant un ordre de virement bancaire conforme aux conditions générales de participation applicables au colloque (ou en procédant le jour même au règlement en numéraire ou par carte bancaire, selon les modes de paiement autorisés).

Si les fonds reçus du mandataire sont inférieurs aux tarifs des inscriptions et que cette différence correspond à des frais bancaires, le mandataire devra produire avec son relevé des opérations, toutes les pièces justifiant le montant déduit des droits d'inscriptions.

Les conditions d'annulation sont fixées par le document précisant les conditions générales de participation à la Conférence, annexé à la présente convention (annexe 3). Le mandataire accuse réception de la demande d'annulation et s'assure que toutes les pièces nécessaires au remboursement sont disponibles (RIB et demande d'annulation datée).

Elle ne peut émaner que de la personne physique ou morale destinataire de la facture. La demande d'annulation peut être transmise par mail.

Le mandataire établit un état détaillé des demandes d'annulation après vérification de leur conformité aux conditions générales de participation à la Conférence.

Avant l'expiration du délai prévu à l'article 3, le mandataire est autorisé en cas de demande de remboursement, à procéder au remboursement des frais d'inscriptions au profit du destinataire de la facture.

4.3 Modes de paiement autorisés

Le mandataire encaisse les droits d'inscriptions :

En cas d'enregistrement de l'inscription via un site internet dédié :

- Par virement du demandeur sur le compte désigné à cet effet ;
- Par carte bancaire en ligne sur site sécurisé.

En cas d'inscription sur place :

- Par carte bancaire en ligne sur site sécurisé ;
- En espèces en euro.

4.4 Reversement des recettes

Le bilan financier précisant l'ensemble des dépenses et des recettes, HT et TTC, sera produit à l'issue de la Conférence, au plus tard 30 jours après sa fin.

Les recettes encaissées par le mandataire seront reversées au plus tard 30 jours après la fin de l'événement par virement bancaire au compte ouvert au nom de l'Agent comptable de l'ECN auprès de la Direction départementale des finances publiques, déduction faite des dépenses engagées pour la tenue de la WESC 2025.

4.5 Délais de paiement - Exécution forcée

Le mandataire pourra accorder un délai de paiement aux débiteurs ou soumettre à l'ECN les demandes de remise gracieuse des créances qui lui ont été présentées.

Un délai de paiement ne peut être accordé que sur demande écrite et motivée du débiteur. L'octroi d'un délai de paiement ne peut être consenti qu'à la condition expresse que l'échéancier accordé soit compatible avec l'échéance prévue à l'article 4.4 de la présente convention.

Il appartient au mandataire de recouvrer les fonds manquants avant l'échéance de la présente convention. Lorsque le mandataire doit procéder au recouvrement contentieux des recettes, il en poursuit l'exécution forcée selon les règles applicables à ses propres créances, en se munissant de l'un des titres exécutoires mentionnés à l'article L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution.

4.6 Gestion des dépenses

Sur les recettes encaissées, le Mandataire réglera toutes les dépenses afférentes à la Conférence et nécessaires à la conduite de sa mission définie à l'article 2 du présent document. Tout engagement financier devra être préalablement validé par le Mandant.

Le présent marché ne prévoit aucun acompte.

Le titulaire doit avoir la capacité financière suffisante pour avancer la trésorerie nécessaire au règlement des acomptes éventuellement réclamés par les prestataires entrant dans l'organisation de l'évènement en attendant le versement des premières recettes d'inscription et de sponsoring.

ARTICLE 5 : REMUNERATION

5.1 Montant et forme de la rémunération

Le mandataire percevra une rémunération au titre de sa mission en tant que PCO. Son montant comporte une part fixe et une part variable (sur le nombre d'inscrits payants, d'invités, de sponsors). Le détail est précisé sur l'annexé 4 de la présente Convention.

5.2 Modalité de règlement

Le règlement s'effectue en une seule fois, à la fin de la mission et sur présentation par le mandataire d'un bilan financier de la Conférence, portant la référence de la convention correspondante, émise en un exemplaire, une fois le quitus délivré par l'agent comptable de l'ECN.

En cas de solde positif de la Conférence : le mandant émettra un titre de recette qu'il adressera, au plus tôt après la présentation par le Mandataire du bilan de la Conférence, à l'adresse du siège du Mandant :

En cas de solde négatif de la WESC 2025 : le mandataire émettra une facture qu'il adressera, au plus tôt après la présentation par le Mandataire du bilan de la Conférence, à l'adresse suivante :

Ecole Centrale Nantes
Service facturier
1 rue de la Noé,
44321 NANTES cedex 3

ARTICLE 6 : REDDITION DES COMPTES

Afin de respecter le rattachement des charges et des produits à l'exercice, le mandataire transmettra au mandant la liste des dépenses engagées et des recettes reçues.

Le mandataire opèrera reddition des comptes auprès de l'ordonnateur du mandant au moment du reversement des recettes tel que prévu à l'article 4.4.

Les comptes sont accompagnés :

- Du montant des recettes encaissées (en brut et en net).
- Des pièces justificatives, dont la liste est annexée (annexe 1) à la présente convention, autorisant la perception des recettes, le paiement des dépenses et établissant la liquidation des droits.
- Le cas échéant, des pièces justificatives autorisant le remboursement des recettes encaissées notamment en cas d'annulation ou de surfacturation ou de doublon (remboursement effectué par le mandataire et à effectuer par le mandant).
- Le cas échéant, de l'état des restes à recouvrer établi par le débiteur et par nature de produit. Pour chaque créance impayée, le mandataire précisera les relances qu'il a accomplies, les délais qu'il a accordés, les poursuites qu'il a diligentées.
- Les copies des reçus de versement en espèces effectués le jour de l'événement. Un état détaillé des demandes d'annulation écrites et datées des clients.
- Du montant des dépenses engagées, prestataire par prestataire, avec les factures à l'appui.

ARTICLE 7: RESILIATION ANTICIPEE

7.1 Motifs de résiliation

En cas de manquement aux obligations de la présente convention, par l'une ou l'autre des Parties, non réparé dans un délai de 15 jours à compter de la notification adressée par l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception, cette dernière pourra faire valoir la résiliation de plein droit du présent contrat sans préjudice des dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait de ce manquement.

Le Mandant peut en outre résilier le contrat pour motif d'intérêt général, notamment en cas d'annulation de la Conférence. Le Mandataire a droit à être indemnisé des frais éventuellement engagés pour sa mission et strictement nécessaires à son exécution. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du contrat. En supplément de cette indemnité, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général avant l'événement, le Mandant verse au Mandataire 1% de ses honoraires fixes.

7.2 Effet de la résiliation

La résiliation anticipée de la présente convention ne libère aucune Partie des obligations ou responsabilités qui lui incombent au titre de la présente convention avant la résiliation et n'annule aucun paiement effectué ou exigible avant ladite résiliation.

ARTICLE 8: FORCE MAJEURE

Ni l'une, ni l'autre des Parties ne sera tenue pour responsable, ni ne pourra être considérée comme ayant violé la présente convention, si elle est dans l'impossibilité de respecter l'un quelconque de ses engagements pour cause de force majeure.

Pour l'application de la présente clause, les Parties conviennent que devront être considérés comme cas de force majeure les cas retenus par la jurisprudence usuelle en la matière, à titre d'exemple : la guerre, l'émeute, la grève, l'arrêt des moyens de communication, les réquisitions ou dispositions d'ordre législatif ou réglementaire apportant des restrictions à l'objet du présent accord.

Si, en cas de force majeure, les Parties ne sont pas en mesure de respecter un ou plusieurs de leurs engagements contractuels, elles devront se réunir dans les quinze jours de la survenance de l'événement de force majeure pour

adopter les mesures qu'elles estimeront nécessaires pour permettre l'exécution correcte de la présente convention ou pour en décider la résiliation.

Si par suite d'un cas de force majeure les Parties étaient conduites, l'une ou l'autre, à interrompre leurs prestations respectives, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant le temps où la ou les partie(s) serai(en)t dans l'impossibilité d'assurer ses (leurs) obligations.

Faute pour les Parties de parvenir à un accord dans les quinze jours qui suivent la survenance de l'événement de force majeure, l'une ou l'autre d'entre elles pourra résilier le présent contrat avec effet immédiat moyennant l'envoi d'une lettre recommandée, sans droit à indemnités de part et d'autres.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'engage à garder secrète et confidentielle toute information confidentielle transmise par l'autre Partie et à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité à l'égard de leurs personnels ou de toute autre personne se trouvant sous sa responsabilité, ainsi que des tiers impliqués dans la mise en place de la prestation.

ARTICLE 10 : PROPRIETE INTELLECTUELLE - COMMUNICATION

Toutes les Informations confidentielles et les supports communiqués et remis par chaque Partie qui en est propriétaire sont et resteront la propriété exclusive de celle-ci.

Le présent Contrat n'entraîne en aucun cas la cession ou la concession de droits d'exploitation sur les dossiers de savoir-faire, les brevets, les logiciels et tout autre droit de propriété intellectuelle détenu par une Partie à l'autre Partie.

Le mandant sera visible sur tous les supports de communication de la prestation et notamment sur le site Internet du congrès. A ce titre, tout logo désigné par le mandant sera notamment reproduit de façon visible et lisible sur l'ensemble des supports de communication dans le respect de la charte graphique qui sera communiquée par l'ECN au mandataire dans un délai raisonnable.

ARTICLE 11 : ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Le mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle.

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que ses salariés et/ou agents ou les personnes agissant pour son compte, pourraient causer aux participants et aux tiers, à l'occasion ou du fait de l'exécution de la présente convention, y compris les dommages résultant de l'utilisation de matériel ou d'équipement appartenant à l'autre Partie.

Le mandataire est tenu, avant la signature de la présente convention de mandat et avant tout début d'exécution de celle-ci, d'apporter la preuve qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance couvrant le risque de non représentation de fonds, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A défaut, la convention de mandat sera réputée nulle.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par chacune des Parties.

ARTICLE 13 : PENALITES

Le mandataire s'engage à verser, à titre de clause pénale moratoire, la somme de 150 € par jour de retard dans l'exécution des obligations prévues à l'article 6 de la présente convention « reddition des comptes ». La pénalité est due dès la mise en demeure du mandataire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de manquement du prestataire aux obligations contractuelles décrites dans la présente convention, une pénalité forfaitaire de 1000€ HT pourra lui être appliquée sur simple constatation du mandant.

ARTICLE 14: NON RENONCIATION

Le fait par l'une des Parties de ne pas exiger à un moment quelconque l'exécution stricte par l'autre partie d'une stipulation ou condition quelconque du présent contrat ne sera pas réputé constituer une renonciation définitive à l'exercice de ce droit.

ARTICLE 15 : CESSION

Le présent contrat est conclu intuitu personae. Il ne pourra donc en aucun cas être cédé, transféré ou transmis à un tiers, à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, à titre onéreux ou gratuit sans accord préalable et express des Parties.

ARTICLE 16 : DIVISIBILITE DES STIPULATIONS

Si une clause quelconque de ce contrat devait être réputée ou considérée comme invalide, illégale ou non exécutoire par une juridiction quelconque ou devait être modifiée par suite de la décision d'une autorité nationale ou locale, les Parties feraient alors leur possible pour adapter les conditions de la prestation en conséquence. Il est convenu que cette nullité n'affectera pas les autres clauses du contrat.

ARTICLE 17 : LITIGES

En cas de litige ou de différend qui pourrait naître à l'occasion de la validité, l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente Convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, il est fait attribution de compétence au Tribunal administratif de Nantes.

ARTICLE 18 : INTEGRALITE DE LA CONVENTION

La présente Convention, comprenant des Annexes, exprime l'intégralité des obligations des Parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra être réputée intégrée au présent accord.

Avis conforme de l'agent comptable de l'ECN, à Nantes, le

En deux exemplaires originaux,

Fait à Nantes, le

Pour l'ECN,

Fait à, le.....

Pour,

BROUILLON

ANNEXE 1 : Liste des pièces justificatives autorisant la perception des recettes, le paiement des dépenses et établissant la liquidation des droits.

- **Recettes**

- Liste définitive des inscriptions (payants, invités, annulations)
- Factures des inscrits (sous format électronique)
- Factures des partenaires et sponsors
- Avoirs suite à annulation
- Le cas échéant, l'état des restes à recouvrer. Pour chaque créance impayée, préciser les relances accomplies, les délais éventuels accordés et les poursuites diligentées

- **Dépenses**

- Liste des opérations de dépense, leur montant et leur nature
- Factures d'achats supportés par le Mandataire

- **Bilan financier faisant apparaître :**

- Les dépenses HT et TTC
- Les recettes brutes et nettes, en HT et TTC

ANNEXE 2 : RIB du Mandant

BROUILLON

ANNEXE 3 : Conditions générales de participation de la conférence WESC 2025

Montants et dates d'inscription

- Inscription régulière (*early bird*) : jusqu'au 30 avril 2025 minuit
standard = 575 € TTC
Etudiants : 350€ TTC
- Inscription tardive (*late bird*): à partir du 01 mai 2025
Standard : 675 € TTC
Etudiants : 400 € TTC

Moyens de paiement

- Carte bancaire (Visa, Mastercard, Amex)
- Virement y compris mandat administratif suite à bon de commande

Conditions d'annulation

Toute demande d'annulation doit être adressée par e-mail au secrétariat de la conférence.
Les conditions de remboursement sont les suivantes :

- Si un participant inscrit ne peut pas assister à la conférence, il peut, après accord des organisateurs, se faire remplacer par une personne de la même institution/organisation et éligibles aux mêmes frais d'inscription ;
- Si un participant inscrit ne peut pas assister à la conférence et ne peut pas se faire remplacer, alors les conditions de remboursement sont les suivantes :
 - Les inscriptions annulées avant le 31 mai 2025 sont remboursées à hauteur de 50% des frais d'inscription,
 - Les inscriptions annulées après le 31 mai 2025 ne sont pas remboursées.

Le remboursement sera effectué après la conférence.